

Actualité juridique

Actualité • Pratique • Professions

Perquisition d'un cabinet d'avocat :
respect du secret professionnel
ou efficacité de la justice?

L'absence de contrainte ne peut
justifier une atteinte sexuelle

La loi écartant le bénéfice
de l'exclusion du B2 pour les
délinquants sexuels est plus sévère

Horaire des visites des avocats aux
détenus et droits de la défense

Prescription de l'action publique : état des lieux et perspectives de réforme

L'incapacité totale de travail
et la victime de violences

300

321

Comité de rédaction
 Alain Blanc, *Magistrat*
 François-Louis Coste, *Magistrat*
 Martine Herzog-Evans, *Maître de conférences à l'Université de Nantes*
 Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe*
 Direction de l'Administration pénitentiaire
 Jocelyne Leblois-Happe, *Professeur agrégée à l'Université de Metz*
 Yann Le Bras, *Avocat*
 Marc Schwendener, *Commissaire divisionnaire*

31-35 rue Froidevaux
 75685 Paris CEDEX 14
 Tél. rédaction 01 40 64 53 13
 Fax: 01 40 64 54 66

E-mail: ajpenal@dalloz.fr
PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Charles Vallée

RÉDACTION

Directeur éditorial
 Philippe Weiss
Rédactrice en chef
 Marie-Eve Charbonnier

Ont participé à ce numéro
 Emmanuelle Allain
 Jean-Paul Céré, *Maître de conférence à Pau*
 Carole Girault, *Maître de conférences à Evry*
 Martine Herzog-Evans
 Jocelyne Leblois-Happe, *Maître de conférences à Strasbourg*
 Eric Péchillon, *Maître de conférences à Rennes*
 Pascal Remillieux

Gildas Roussel
 Claire Saas, *Maître de conférence à Nantes*
Secrétaire de rédaction
 Marie-Anne Sebbar

ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITÉ
Responsable marketing: Véronique Prugniaud
Relations clients: Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)
 BP 150, 94208 Ivry-sur-Seine CEDEX
 Tél.: 0 820 800 017 (0,12 € TTC / min.)
 Fax: 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement 2006 (1 an)
 France: 135 € TTC
 Étranger: 151 € TTC
 Prix au numéro: 15 € TTC

ISSN 1762 - 8407
 N° CPPAP 1110 T 83884

Imprimerie Chirat 42540 Saint-Just-la-Pendue

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3956040 €
 Siège social: 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e
 RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098

Code APE: 221 A - TVA: FR 69 572 195 550

Filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

ÉDITORIAL 279

ACTUALITÉS 282

DOSSIER 285

Prescription de l'action publique : état des lieux et perspectives de réforme

- La prescription de l'action publique : quels fondements et quelle réforme ?
par Jean Danet 285
- La prescription de l'action publique en matière d'infractions contre les mineurs, ou les dysharmonies d'un régime pénal d'exception
par Xavier Lameyre 289
- La prescription des infractions commises par les médias
par Emmanuel Dreyer 294
- Les particularités de la prescription de l'abus de biens sociaux
par Alain Lienhard 295
- La remise en cause du régime de la prescription par les crimes internationaux : perspectives comparées et internationales
par Elisabeth Lambert Abdelgawad et Kathia Martin-Chenut 297

PRATIQUES 300

- L'incapacité totale de travail et la victime de violences
par Patrick Chariot, Menouar Tedlaouti et Michel Debout 300

JURISPRUDENCE 304

ARRÊT DU MOIS : CASS. CRIM., 1^{ER} MARS 2006 304

Pénal général

RESPONSABILITÉ PÉNALE

- Délégations de pouvoirs et responsabilité du chef d'entreprise
Cass. crim., 14 mars 2006 308
- Irresponsabilité de l'interne exerçant sous la direction du chef de service, *Cass. crim., 3 mai 2006* 308

Infractions

CIRCULATION ROUTIÈRE

- Légalité d'une carte prépayée pour acquitter un droit de stationnement, *Cass. crim., 26 avr. 2006* 309

INFRACTIONS SEXUELLES

- L'absence de contrainte ne peut justifier une atteinte sexuelle
Cass. crim., 29 mars 2006 310

ORGANISATION FRAUDULEUSE DE L'INSOLVABILITÉ

- Nécessité de justifier de la réunion des éléments constitutifs du délit
Cass. crim., 25 avr. 2006 310

VIOLENCE VOLONTAIRE

- Inapplication de la loi du 5 juillet 1985 en cas d'infraction pénale commise après un accident de la circulation, *Cass. crim., 29 mars 2006* 311

VEILLE ENVIRONNEMENT

- Pollution par rejet d'hydrocarbure, *Cass. crim., 4 avr. 2006* 312

FRAUDE FISCALE

- Date d'exigibilité de la TVA en cas de cession de dettes à une société d'affacturage, *Cass. crim., 5 avr. 2006* 312

A I R E

TRAVAIL

- Entrave : annulation de l'autorisation de licenciement d'un délégué syndical et réintégration, *Cass. crim.*, 14 mars 2006 312
- Loueur de DVD et vidéos : dérogation pour le repos dominical mais pas pour le 1er mai, *Cass. crim.*, 14 mars 2006 312

Procédure pénale

ACTION CIVILE

- Strict contrôle de l'indemnisation de la partie civile après acquittement de l'accusé, *Cass. crim.*, 29 mars 2006 312

APPEL

- Délai d'appel lorsque le prévenu ne comparait pas à l'audience *Cass. crim.*, 24 avr. 2006 313

CASIER JUDICIAIRE

- La loi écartant le bénéfice de l'exclusion du B2 pour les délinquants sexuels est plus sévère, *Cass. crim.*, 25 avr. 2006 (1re et 2e espèce) 313

CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

- Filtrage des requêtes en annulation et contrôle de l'excès de pouvoir *Cass. crim.*, 4 avr. 2006 315

MANDAT

- Exécution d'un mandat d'arrêt européen : une remise plus ou moins obligatoire..., *Cass. crim.*, 26 avr. 2006 315

RÉVISION

- Acquittement en appel de l'auteur principal et révision de la condamnation du complice, *Cass. crim.*, 24 mai 2006 316

VEILLE ACTES

- La citation doit comporter les mentions relatives à l'audience *Cass. crim.*, 4 mai 2006 317

APPEL

- Modalités de délivrance de la citation lorsque le prévenu appelant n'a pas déclaré une adresse exacte, *Cass. crim.*, 25 avr. 2006 317

CASIER JUDICIAIRE

- Refus de dispense d'inscription d'une condamnation au bulletin n° 2 : les juges n'ont pas à motiver, *Cass. crim.*, 4 mai 2006 317

DÉTENTION PROVISOIRE ET CONTRÔLE JUDICIAIRE

- Cour d'assises saisie mais session non ouverte : compétence de la chambre de l'instruction, *Cass. crim.*, 29 mars 2006 317

EXPERTISE

- Rejet implicite d'une demande d'expertise : recours exclusif devant le président de la chambre d'instruction, *Cass. crim.*, 25 avr. 2006 317

JUGEMENT

- L'état civil peut être vérifié à tout moment de la procédure *Cass. crim.*, 25 avr. 2006 317

TÉMOIN

- En appel, des témoins peuvent être cités pour la première fois au cours des débats, *Cass. crim.*, 29 mars 2006 318

- L'absence d'audition de témoins n'empêche pas la déclaration de culpabilité, *Cass. crim.*, 10 mai 2006 318

Exécution des peines

DROITS DE L'HOMME ET LIBERTÉS FONDAMENTALES

- Le respect de la vie familiale et du droit de fonder une famille limités par l'incarcération, *CEDH*, 18 avr. 2006 318

PRISONS

- Horaires des visites des avocats aux détenus et droits de la défense *TA Caen*, 16 mai 2006 319

VEILLE PEINE

- Délit de non-exécution d'un TIG : compétence exclusive du tribunal correctionnel, *Cass. crim.*, 15 mars 2006 320

DONNÉES CHIFFRÉES 321

ACTES

- Citation
Adresse 317
Mentions relatives à l'audience .. 317

ACTION CIVILE

- Indemnisation
Acquittement 312

ACTION PUBLIQUE

- Prescription
Abus de biens sociaux 295 (dossier)
Crimes internationaux 297 (dossier)
Fondements - Réforme 285 (dossier)
Infractions contre les mineurs 289 (dossier)
Médias 294 (dossier)

APPEL

- Délai
Défaut 313

ATTEINTES SEXUELLES

- Mineur de 15 ans
Contrainte (non) -
Justification (non) 310

CASIER JUDICIAIRE

- Inscription des condamnations
Peines alternatives à la détention 321 (donn. chiffr.)
Non-inscription au bulletin n° 2
Délinquants sexuels 313
Refus - Absence de motivation... 317

CHAMBRE DE L'INSTRUCTION

- Pouvoirs du président
Requête en annulation d'un acte. 315

CIRCULATION ROUTIÈRE

- Stationnement
Carte pré-payée - Légalité 309

DÉTENTION PROVISOIRE

- Demande de mise en liberté
Compétence de la chambre
d'instruction 317

ENVIRONNEMENT

- Pollution
Responsabilité 312

EXPERTISE

- Demande des parties
Rejet implicite - Recours 317

FRAUDE FISCALE

- TVA
Date d'exigibilité 312

JUGEMENT

- Motivation
Minorité - Vérification 317

MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

- Exécution
Remise obligatoire 315

ORGANISATION FRAUDULEUSE DE L'INSOLVABILITÉ

- Éléments constitutifs
Procédé mentionné par la loi ... 310

PEINE

- Travail d'intérêt général
Non-exécution - Compétence... 320

PERQUISITION

- Avocat
Cabinet - Secret professionnel ... 304

PRISONS

- Détenu
Visite des avocats 319

Vie familiale

- Insémination artificielle (non) ... 318

RESPONSABILITÉ PÉNALE

- Chef d'entreprise
Préposé - Cumul de
responsabilités (non) 308

Interne en médecine

- Faute caractérisée (non) 308

RÉVISION

- Condition
Acquittement de l'auteur principal 316

TÉMOIN

- Audition
Absence 318
Citation au cours des débats. 318

TRAVAIL

- Entrave
Salarié protégé 312

Temps de travail

- Dérogations 312

VIOLENCES

- Incapacité totale de travail
Fixation 300 (pratiques)

Violence volontaire

- Véhicule - Application loi
du 5 juillet 1985 (non) 311